

canadienne. Pendant l'intersession, j'ai eu l'occasion de voyager ici et là et de causer avec plusieurs de ceux que le chef des progressistes appelle les gagne-petit. Je suis porté à convenir avec lui que ceux-ci forment l'élément le plus important de la population du Dominion. Pourtant, le discours que nous avons entendu renferme relativement peu de chose qui ait trait au bien-être de ce groupe nombreux d'habitants du pays.

La grande guerre est terminée depuis quatre années et plus. Dans le monde entier les choses vont mal. On sait l'horreur de la situation qui existe en Europe. Aussi n'est-il ni économiste ni esprit réfléchi qui ne doive se rendre compte de la nécessité d'effectuer de profonds changements, ne fût-ce qu'en vue d'obtenir la seule solution de nos propres problèmes. Et cependant, le discours d'ouverture de la session est bien peu de nature à faire prévoir la transformation de notre politique. On en est encore à nous proposer les vieilles doctrines politiques qui avaient déjà cours au temps de notre jeunesse. Maintenant que la guerre est terminée, nous répète-t-on, on va s'occuper de grossir le flot de l'immigration—comme si l'immigration avait jamais cessé d'être abondante au cours des quinze ou vingt dernières années. Il faut, affirme-t-on, s'arranger de manière à trouver des débouchés à l'étranger—comme si la vieille doctrine économique dite "politique nationale" n'était pas née en majeure partie du désir de créer des débouchés en terre étrangère. Ces doctrines ont fait leur temps sans aboutir à aucun résultat utile.

J'aurais peut-être plus d'une raison de me réjouir de ce qu'il n'est nullement question du tarif dans le discours de Son Excellence. Il se peut bien que l'on commence à envisager un peu plus sérieusement la réalité de la situation et à s'apercevoir que, dans l'ordre économique, le tarif n'est pas la seule chose qui compte.

Bien que l'état de nos finances accuse un déficit de 45 millions de dollars, le discours du trône n'annonce pas le moindre allègement des impôts qui pèsent sur les masses populaires, il ne propose aucun moyen de réduire le chiffre énorme de notre dette. Je me surprends parfois à comparer l'auteur d'une doctrine économique au rat qui, se sentant traqué, se précipite dans un coin puis dans un autre, espérant y trouver une issue par où s'échapper, et qui, après avoir ainsi fait en vain le tour de la pièce, recommence sa course affolée.

Comme on a proclamé un peu partout que le chômage se fait relativement peu sentir au Canada, je me vois obligé, cette année, de faire passer l'examen de ce sujet avant celui de tout autre, vu que la question du chômage touche de très près à la population que je re-

présente ici. Qu'il me soit permis de donner lecture d'un extrait du *Daily Mail*, de Londres, édition du 15 décembre 1922:

A un lunch offert en son honneur par l'Association parlementaire de l'empire, au restaurant des Communes, M. Rodolphe Lemieux, orateur de la Chambre des Communes du Canada, s'est prononcé en faveur d'une plus abondante émigration anglaise vers le Canada. "Il n'y a pas de chômage au Canada", a-t-il dit; "il y a de l'emploi pour quiconque tient à travailler—à travailler plus de huit heures par jour. Nous tenons à grossir le chiffre de nos populations ouvrières et agricoles, et les éléments qu'il nous faut pour cela, nous comptons les recruter dans les îles Britanniques".

Je me plais à espérer que l'on a inexactement rapporté les paroles de l'orateur; néanmoins, le fait est que l'on annonce de tous côtés qu'il n'y a pas ou presque pas de chômage au Canada. Il n'est pas jusqu'au discours du trône qui n'en proclame la diminution. Voici une annonce qui, il y a quelques semaines, était insérée dans les colonnes du *Manitoba Free Press*, journal qui se publie dans la ville même où j'habite:

Au Public

Le conseil municipal de Regina a décrété par voie de résolution que la ville répondra invariablement par un refus formel à toute demande de secours individuel. Il annonce de plus qu'il n'y a pas assez d'ouvrage en hiver pour les habitants actuels de la ville, et prévient le public de se garder de venir chercher de l'emploi ici.

Le maire: JAMES GRASSICK.

Le greffier: GEO. BEACH.

Cette annonce, le *Manitoba Veteran* la commente en ces termes:

On lit et entend dire beaucoup de choses au sujet des différentes variétés de "rougisme" qui cherchent à saper notre liberté, notre Constitution et notre civilisation, mais nous serions bien curieux de savoir si l'on peut trouver dans toute la propagande "rouge" rien de plus anarchiste que cette manière dont s'y prend un corps constitué pour envoyer "promener" les gens en les laissant crever de faim.

Je vais maintenant donner lecture d'une lettre que le maire de Winnipeg a fait tenir au premier ministre:

Cet hiver, la ville a dû instituer à l'intention des chômeurs un service extraordinaire de secours semblable à celui qu'elle a maintenu pendant les hivers de 1920-1921 et de 1921-1922. A l'heure actuelle, ce service vient en aide à 583 hommes mariés ayant 1,630 enfants, soit 2,781 personnes, et à 146 célibataires, ce qui fait, en tout, 729 cas et 2,927 personnes. Voilà, à n'en pas douter, l'indice d'une situation anormale. Aux périodes de stagnation des affaires, les sans-travail de l'Ouest canadien se concentrent à Winnipeg où ils comptent pouvoir trouver plus facilement de l'emploi. La ville se trouve par conséquent obligée de prendre soin de gens qui, en réalité, n'appartiennent pas à sa population. On peut dire de ces personnes que ce sont des "citoyens du Canada en général", mais on ne peut pourtant pas les laisser mourir de faim, et c'est pour cela que l'on sollicite l'aide du Dominion. Des 583 familles représentant 2,781 personnes dont on prend soin en ce moment, il en est 202, soit plus du tiers, dont les chefs sont d'anciens combattants. Dans la catégorie des célibataires impropres aux travaux agricoles ou autrement